

Quelques récoltes exceptionnelles ne sauraient suffire

par Ernest Corea

On apprenait au début de l'année que la dernière récolte a largement dépassé les capacités d'entreposage de la FCI (Food Corporation of India), qui sont d'environ huit millions de tonnes de céréales. Cinq millions ont donc dû être entreposés à l'extérieur sous des bâches de polythène — méthode de stockage fort coûteuse, car elle exige une aération et une fumigation régulières. Cinq autres millions ont également été stockés dans des entrepôts privés, loués par la FCI.

Au Sri Lanka, les agents du gouvernement, administrateurs en chef des provinces, se réunissaient en février afin de planifier l'entreposage, ainsi qu'une distribution rapide aux régions non productrices du pays, de l'abondante récolte que présageaient les jeunes pousses de riz.

Les spécialistes de l'aide considèrent cependant que ces deux pays souffrent d'un grave déficit alimentaire, à l'instar de 35 autres, dont voici la liste: Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Philippines, Birmanie, Nepal, Afghanistan, République arabe du Yémen, Egypte, Soudan, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Mozambique, Guinée-Bissau, Sénégal, Burundi, Tchad, Ethiopie, Gambie, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Haute-Volta, Guyane, El Salvador, Guatemala, Haïti et Honduras.

Le contraste entre l'abondance apparente et la pénurie effective dans certains de ces pays vient à point pour montrer qu'une ou deux bonnes récoltes ne peuvent subitement combler un déficit alimentaire. Celui-ci est défini comme l'écart entre la production céréalière prévue, fondée sur les tendances connues de la production, et l'accroissement de la demande alimentaire résultant d'une augmentation de la production et du revenu individuel.

L'élimination des déficits alimentaires est donc une entreprise à long terme; quelques récoltes exceptionnelles ne sauraient suffire et peuvent même compliquer le problème en suscitant des espérances que la récolte suivante pourrait décevoir.

Pour savoir si les réserves alimentaires sont suffisantes ou non, il faut tenir compte de l'interrelation de plusieurs autres facteurs: population, revenu, moyens de transport, d'entreposage et de distribution des aliments, sans oublier les

besoins sociaux à satisfaire. Une variation défavorable d'un ou plusieurs de ces facteurs peut minimiser ou annuler les bénéfices apparents d'une récolte exceptionnelle. Inversement, le déficit alimentaire d'un pays peut s'accroître du fait d'une mauvaise récolte qui bouleverse les tendances de la production même si les autres facteurs restent constants.

Il s'avère donc essentiel d'observer les tendances alimentaires mondiales, mais aussi d'étudier, d'analyser et de faire connaître les politiques et les initiatives nationales et internationales qui influent sur ces tendances. C'est précisément le rôle de l'Institut de recherches pour une politique internationale de l'alimentation (IFPRI), créé en 1976 à la suite d'une recommandation faite par le Comité consultatif technique du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale.

Financé par le CRDI et les Fondations Ford et Rockefeller, l'IFPRI est dirigé par M. Dale E. Hathaway. Son Conseil international d'administration, coiffé par Sir John Crawford (Australie), comprend sept membres de pays en voie de développement.

L'IFPRI a pour mission d'effectuer des études sur les problèmes d'orientation et d'organisation qui touchent à la production, la consommation, la disponibilité et la distribution équitable des vivres à travers le monde. Son programme de recherches, axé principalement sur les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies, comprend quatre volets principaux:

- L'analyse des tendances alimentaires mondiales et de leurs facteurs fondamentaux;
- Les politiques qui influent sur le rythme des changements technologiques, les investissements et la productivité des ressources, et donc sur le potentiel de production alimentaire dans les pays en voie de développement;
- Les politiques qui régissent la disponibilité et la distribution des vivres à l'intérieur des pays et entre eux;
- Les politiques qui influent sur le commerce et les modalités de l'aide alimentaire d'importance concédée aux pays en développement.

D'après les rapports⁽¹⁾ rédigés jusqu'ici par l'IFPRI, malgré les récoltes abondantes réalisées durant la campagne 1975-1976, la nécessité d'un effort global concerté en vue d'accroître la production alimentaire n'a aucunement diminué depuis que la Conférence mondiale sur l'alimentation faisait les gros titres en novembre 1974. Au cours de l'année écoulée, la production céréalière mondiale a atteint 1216 mil-

lions de tonnes, soit 30 millions de tonnes de plus que l'année précédente mais moins qu'en 1973-1974 et surtout 63 millions de moins que les projections à long terme établies à partir de la campagne de 1960-1961. La récolte de 1975-1976 dans les pays en voie de développement ayant adopté l'économie de marché accusait toutefois une hausse de 30 millions de tonnes par rapport à l'année précédente et de 10 millions par rapport aux prévisions à long terme, et elle devrait continuer à augmenter en 1976-1977.

Bien que ces chiffres soient encourageants en termes absolus, les analyses de l'IFPRI indiquent que les pays en voie de développement connaîtront une pénurie de 100 millions de tonnes de céréales d'ici 1985 à moins d'un accroissement considérable, voire sans précédent, de la production céréalière. Ce calcul est fondé sur la projection de la tendance de la production au cours des années 1960 à 1974, c'est-à-dire un accroissement annuel moyen de 2,5 p. 100 jusqu'en 1975. Le rythme de croissance étant cependant tombé à 1,7 p. 100 au cours des années 1967 à 1974, la pénurie alimentaire prévue serait manifestement aggravée par une nouvelle baisse de la production.

Selon un rapport de l'IFPRI, le seul moyen d'empêcher la crise est d'augmenter plus rapidement la production. "Il faudrait porter le taux de croissance annuel de 2 p. 100 à près de 4 p. 100. La réalisation de cet objectif exigerait un accroissement substantiel des investissements dans les ressources consacrées à la production alimentaire et une nette amélioration de la performance agricole des pays intéressés, ce qui ne sera pas possible sans des transferts considérables de capitaux et de technologie en provenance des pays développés."

La catastrophe n'est certes pas inéluctable, à condition toutefois que soit menée une action concertée de la part des responsables politiques, des scientifiques et de tous ceux pour qui la notion de déficit alimentaire ne se réduit à un simple jeu de statistiques, mais évoque la survie d'hommes parmi les plus déshérités. □

Directeur associé de la Division des publications du Centre, M. Ernest Corea est chargé du secteur de l'information publique.

1) Research Report No. 1, février 1976 — Meeting Food Needs in the Developing World: The Location and Magnitude of the Task in the Next Decade. Current Food Policy Report No. 1, mars 1976 — Grain Supply and Policy Developments 24^e session du Groupe consultatif sur les politiques, New York, 31 janvier — 4 février 1977 — Recent and Prospective Developments in Food Consumption: Some Policy Issues — Projet de rapport rédigé par l'Institut de recherche pour une politique internationale de l'alimentation.